

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 25/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**Bidault TP - SPTP**

Z.I.

22440 Les Croix

Références : 2025.138 - Recommandé n° 1A 215 042 4068 6  
Code AIOT : 0005503837

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement Bidault TP - SPTP implanté Z.I. des chatelets 22440 Ploufragan. L'inspection a été annoncée le 10/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Bidault TP - SPTP
- Z.I. des chatelets 22440 Ploufragan
- Code AIOT : 0005503837
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SARL Ploufraganaise de Travaux Publics (SPTP) est autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2004 à exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur la commune de Ploufragan.

L'inspection réalisée le 12 mars 2025 a porté principalement sur la centrale d'enrobée principale. La centrale secondaire n'a pas fait l'objet du contrôle.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 5-5 et 5-10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	La rétention de la cuve de bitume	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Les effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Les dispositions mises en place en cas de rejets accidentels	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3-4 et 3-8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Les nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 12/03/2025, article 45	Sans objet
6	Les consignes à tenir en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 8.8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 12 mars 2025 a mis en évidence plusieurs non-conformités réglementaires sur le site de la SARL Ploufraganaise de Travaux Publics (SPTP), relatives aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2004 :

- Rejets atmosphériques : non respect de la valeur limite d'émission en dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) pour la centrale principale et absence de contrôle sur la centrale secondaire (articles 5-5 et 5-10).
- Rétention des produits dangereux : cuve de bitume non équipée d'un dispositif de rétention (article 3-1).
- Gestion des effluents aqueux : dépassement significatif en MES (article 3-8).
- Mesures insuffisantes pour assurer la rétention des rejets en cas de pollution accidentelle (article 3-4).

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ces non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 5-5 et 5-10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 5-5 :</b> L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique. Les effluents gazeux (en provenance des deux centrales d'enrobage) doivent respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• poussières totales &lt; 50 mg/Nm3 (norme NF X 44052)</li><li>• oxydes de soufre (en équivalent SO2) &lt; 300 mg/Nm3 (norme ISO 11632)</li><li>• oxydes d'azote (en équivalent NO2) &lt; 500 mg/Nm3 (norme NF X 43300)</li></ul> Le combustible utilisé sera du fuel domestique.  <b>Article 5-10 :</b> Une évaluation permanente de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre devra être réalisée, si le flux horaire de poussières dépasse 5 kg/h pour l'ensemble des deux centrales. Sur chacune des cheminées, une mesure des poussières, des oxydes d'azote et du dioxyde de soufre sera réalisée dans les 3 mois suivant la date du présent arrêté par un organisme agréé. Les résultats seront communiqués à l'inspecteur des installations classées. Cette mesure sera renouvelée tous les ans.
<b>Constats :</b>  <b>Centrale d'enrobée principale</b> L'exploitant a transmis, post-inspection, les résultats du contrôle des rejets atmosphériques de la centrale d'enrobée principale.  Ce contrôle, réalisé le 04/07/2024 par Dekra, révèle une non-conformité par rapport aux concentrations en poussières et en dioxyde de soufre (SO2) avec une correction à 3 % d'O2 : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Poussières</b> : 10 mg/m3O ( Concentration limite : 50 mg/m3O)</li><li>• <b>SO2</b> : 2 152 mg/m3O (Concentration limite : 300 mg/m3O)</li></ul> Le rapport préconise une correction des rejets à 17% d'oxygène qui serait plus adaptée sur ce type d'installation. Avec cette correction, les valeurs obtenus seraient : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Poussières</b> : 22 mg/m3O</li><li>• <b>SO2</b> = 478 mg/m3O</li></ul>

Les mesures effectuées montrent une teneur ponctuelle en oxygène sur gaz secs d'approximativement 15 % sur les trois essais. Par conséquent, une correction à 17 % d'oxygène est jugée plus pertinente pour assurer une comparaison fiable avec les valeurs limites de rejets et les autres centrales d'enrobées.

À noter que les articles 6.6 et 6.7 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux centrales d'enrobées imposent que :

- Une teneur en oxygène de référence de 17 % pour l'évaluation des rejets gazeux.
- La valeur limite d'émission pour le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) est fixée à 300 mg/m<sup>3</sup>.

#### **Centrale d'enrobée secondaire**

L'exploitant précise, post-inspection, les éléments suivants :

- la centrale est toujours en fonctionnement.
- Jusqu'à présent, aucun contrôle des rejets atmosphériques n'a été réalisé sur cette installation, en raison de ses périodes de production très courtes (nécessitant environ 3 à 4 heures de production pour effectuer un contrôle des poussières).
- Cependant, depuis environ six mois, l'augmentation du volume de production a permis de procéder à un premier contrôle des rejets atmosphériques le 28 mars 2025.
- L'exploitant indique avoir contacté Dekra pour réaliser le contrôle des rejets gazeux.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Sur la centrale principale**

Considérant la non-conformité sur les émissions en dioxyde de soufre, il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant afin qu'il engage les actions nécessaires pour se conformer aux prescriptions en vigueur.

##### **Sur la centrale d'enrobée secondaire**

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un contrôle des rejets gazeux de la deuxième centrale, il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant pour qu'il se régularise.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 2 : Les nuisances sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/03/2025, article 45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Les nuisances sonores

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :</p> <p>[...]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne de mesures acoustiques prenant en compte ses deux sites voisins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le site exploitant la centrale d'enrobée</li> <li>• Le site exploitant le concasseur</li> </ul> <p>Les mesures ont été effectuées le 11/07/2024 de 9h15 à 12h45 en période diurne. Les niveaux de bruit résiduel ont été relevés pendant l'arrêt du site (pause déjeuner), entre 12h00 et 12h45.</p> <p>Deux zones à émergence réglementée (ZER) ont été évaluées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ZER 1 : Émergence de 6 dB(A) avec un niveau de bruit ambiant de 45 dB(A)</li> <li>• ZER 2 : Émergence de 5 dB(A) avec un niveau de bruit ambiant de 48 dB(A)</li> </ul> <p>Le rapport de Dekra conclut à la conformité du site en matière d'émergences sonores.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : La rétention de la cuve de bitume**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, La rétention de la cuve de bitume</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis un porter à connaissance à la préfecture, indiquant notamment :</p>

- la substitution du fuel par du gaz naturel comme combustible pour la centrale d'enrobée,
- l'ajout d'une cuve supplémentaire de bitume, portant la capacité totale de stockage de 165 tonnes à 275 tonnes (rubrique D).

Lors de l'inspection du 12 mars 2025, la présence de cette cuve supplémentaire de bitume a été constatée. Cependant, la cuve est installée sur un sol imperméabilisé mais qui ne fait pas office de rétention.

En cas de déversement accidentel, le bitume s'écoulerait par la pente du site vers le bassin de décantation, qui n'est pas étanchéifié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la mise sur rétention du stockage de bitume.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Les effluents aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Les effluents aqueux

**Prescription contrôlée :**

**Article 3.8 :**

[...] Les valeurs maximales de rejet sont :

- MES : < 25 mg/l
- DB05 : < 100 mg/l
- DCO : < 300 mg/l
- T°C : < 30° C
- Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l
- 5,5 < pH < 8,5 [...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté, post-inspection, un contrôle de ses rejets aqueux, effectué le 28/11/2024 par Dekra. Ce contrôle présente une non-conformité par rapport aux matières en suspension : 92 mg/L alors que la valeur limite est de 25 mg/L.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu de ce constat, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de se régulariser.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Les dispositions mises en place en cas de rejets accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3-4 et 3-8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Les effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 3-4 :</b> Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration. Tout déversement en nappe souterraine direct ou indirect (épandage, infiltration, puisard,..) total ou partie est interdit.  <b>Article 3-8 :</b> Les effluents (comportant les eaux pluviales et les eaux de lavage éventuelles) seront rejetés vers le réseau eaux pluviales de la zone industrielle des Châtelets, après avoir subies un prétraitement par passage dans un débourbeur-déshuileur et un bassin de décantation. [...] Le volume du bassin de décantation sera au minimum de 230 m3.
<b>Constats :</b>  L'installation est équipée d'un débourbeur-déshuileur et d'un bassin de décantation comportant une vanne guillotine.  L'exploitant précise que l'entreprise voisine SARP OUEST est susceptible d'intervenir rapidement en cas de besoin pour procéder au nettoyage du bassin et du séparateur d'hydrocarbures.  Cependant, cette mesure curative ne compense pas l'absence de confinement d'une pollution (par un revêtement étanche du bassin ou la démonstration de son étanchéité). En l'état, la rétention d'un fluide en cas de pollution accidentelle, notamment en cas de déversement important d'hydrocarbures, ne peut être garantie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au regard de cette non-conformité et afin de prévenir toute atteinte au milieu naturel, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de définir et de mettre en œuvre des mesures de réduction des risques de pollution accidentelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Les consignes à tenir en cas d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 8.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prescriptions générales concernant la lutte contre l'incendie



**Prescription contrôlée :**

Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles sont rédigées de manière à ce que le personnel désigné soit apte à prendre les dispositions nécessaires.

Elles comportent notamment :

- les moyens d'alerte ;
- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement ;
- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ;
- les moyens d'extinction à utiliser.

Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

**Constats :**

Des consignes de sécurité en cas d'incendie sont affichées sur le site, notamment dans le bungalow. Ces consignes mentionnent :

- le numéro du responsable de l'évacuation du site en cas d'incendie,
- et le numéro des sapeurs-pompiers (18 ou 112).

**Type de suites proposées :** Sans suite